

## **MALI : OPERATION « SERVAL »**

### **► Point de situation du 22 janvier 2013 (21.01 18h au 22.01 18h)...**

Poursuite de la montée en puissance, déploiement des unités logistiques et de commandement. Consolidation du dispositif de couverture à partir de Diabali et Mopti-Sévaré.

Tandis que les opérations de frappe aérienne se poursuivent sur les objectifs militaires avec une dizaine de sortie à nouveau, les soldats français ont été relevés par les forces armées maliennes (*FAMA*) à Markala afin de poursuivre leur action plus au nord à partir de la ville de Diabaly. A l'est, à Sévaré, le deuxième sous-groupement tactique poursuit son appui aux patrouilles de l'armée malienne. Les unités de « *Serval* » déployées consolident ainsi le dispositif d'interdiction face au Nord afin de prévenir toute action offensive des groupes terroristes en direction du sud du pays.

La force poursuit sa montée en puissance à Bamako, l'effort consistant désormais à mettre sur pied les unités de soutien et de logistique indispensables à la manœuvre ainsi que la structure de commandement chargée de commander les forces engagées dans cette opération. Une compagnie armée par le 3<sup>ème</sup> régiment d'infanterie de marine de Vannes (3<sup>ème</sup> *RIMa*), arrivée de France le 21 janvier, assure désormais la sécurité de la base-arrière de l'opération « *Serval* ».

Le 21 janvier, le bâtiment de projection et de commandement (*BPC*) « *Dixmude* » a appareillé de Toulon avec à son bord les éléments d'un groupement tactique inter-armes (*GTIA*) de l'armée de Terre qui s'engagera dans l'opération « *Serval* ». Les effectifs militaires français actuellement déployés aujourd'hui au Mali s'élèvent à 2 300 hommes.

En parallèle, les contingents africains continuent d'arriver sur le Mali et le Niger et regroupent désormais près de 1 600 soldats. Près de 1 000 nigériens, nigérians, togolais et béninois ainsi que les premiers éléments du futur état-major sont désormais engagés au sein de la *MISMA* et plus de 500 soldats tchadiens ont rejoint Niamey où ils poursuivent leur montée en puissance.

A ce jour, la mise en place de l'opération « *Serval* » a nécessité une quinzaine de liaisons pour acheminer les troupes françaises en provenance de France ou du Tchad, une trentaine de rotations d'avions de transport de fret (médical, logistique, technique, nourriture, eau) et une soixantaine de vols d'avions gros porteurs pour les véhicules tactiques (du véhicule de liaison au véhicule blindé lourd). Ces rotations ont été réalisées grâce au soutien d'une dizaine de nos partenaires européens, canadiens et désormais américains qui engagent 3 gros porteurs C17 (ce sont 7 C17 au total qui sont maintenant à pied d'œuvre pour le soutien du déploiement de « *Serval* »).

### **► Point de situation du 23 janvier 2013 (22.01 18h au 23.01 18h)...**

La journée du 23 janvier a été consacrée au renforcement des dispositifs d'interdiction français à Sévaré et à Diabali ainsi qu'à la consolidation des lignes d'approvisionnement. A Bamako, les états-majors français poursuivent leur montée en puissance tandis qu'une compagnie du 3<sup>ème</sup> *RIMa* a été projetée de France et déployée sur l'aéroport afin d'assurer la protection du site, en coordination avec un détachement des commandos de l'air.

Les opérations aériennes de la journée ont permis de réaliser de nouvelles frappes sur des objectifs militaires au nord de la ligne Diabali-Konna. C'est également à hauteur de cette ligne que les unités terrestres renforcent leurs dispositifs défensifs pour prévenir toute action des groupes terroristes vers le sud. Il s'agit d'offrir le temps nécessaire à la *MISMA* et à la force « *Serval* » d'achever leur montée en puissance.

Le *GAM* achève sa montée en puissance et a, d'ores et déjà, rapproché un de ses éléments vers Mopti et vers Diabali pour être en mesure d'exploiter pleinement ses capacités de renseignement et de frappe.

Alors que les liaisons aériennes vers Bamako se poursuivent pour acheminer le matériel de l'opération « *Serval* », le *BPC* « *Dixmude* » transite vers la zone d'opérations avec à son bord l'équivalent de deux *SGTIA* et d'un élément logistique. Les vols de gros porteurs entre la France et Bamako se poursuivent à un rythme soutenu avec en particulier, l'engagement d'un *C17 US*. En parallèle, une compagnie d'infanterie du 3<sup>ème</sup> *RIMa* a rejoint hier le dispositif « *Serval* » et est chargée depuis aujourd'hui d'assurer la « *force protection* » de la zone de déploiement française à Bamako, en coordination avec un détachement des commandos de l'air. L'état-major tactique du général Bernard Barrera poursuit quant à lui sa montée en puissance pour être en mesure, dans un délai très court, d'assurer la conduite des opérations terrestres.

Les contingents africains se déploient sur Bamako et Niamey et totalisent aujourd'hui plus de 1 500 soldats. L'opération « *Serval* » engage près de 2 300 militaires français.



#### ► Point de situation du 24 janvier 2013 (23.01 18h au 24.01 18h)...

La situation sécuritaire a été globalement calme ces dernières 24 heures. Renforcement du dispositif d'interdiction sur la ligne Diabali – Sévaré. Montée en puissance de la force et poursuite des frappes sur les positions terroristes.

Les opérations de la journée du 24 janvier ont permis le redéploiement vers la ligne Diabali - Sévaré du groupement tactique interarmes 21<sup>ème</sup> *RIMa* (*GTIA* 21<sup>ème</sup> *RIMa*, commandé par le colonel Gèze), et des autres éléments de la brigade « *Serval* ». En effet, au cours de la journée, les unités composant le *GTIA* 21<sup>ème</sup> *RIMa* se sont regroupées sur la ligne d'interdiction alors que le groupement aéromobile (*GAM*, commandé par le colonel Gout) et l'état-major de la brigade « *Serval* » (commandée par le général Barrera), faisaient également mouvement vers Segou. A ce stade, le dispositif d'interdiction face au nord permet d'éviter toute reprise de l'offensive des groupes terroristes et doit permettre d'offrir le temps nécessaire pour achever la montée en puissance des unités africaines sur Bamako. En attendant, les unités françaises restent en appui des unités maliennes qui agissent en avant du dispositif français.

Les opérations aériennes de la journée, avec une dizaine de sortie, ont également permis de renouveler les frappes sur les arrières des positions terroristes au-delà de la ligne Diabali - Sévaré

Les vols de gros porteurs – une demi-douzaine aujourd’hui - continuent avec la même intensité et ont permis de déployer aujourd’hui près de 300 tonnes de matériel. Le « *Dixmude* », qui a appareillé lundi 21 janvier, est escorté par le « *LV Le Henaff* » et fait route vers le théâtre d’opérations. L’effectif déployé sur le sol malien est désormais de 2 400 militaires français.

Les effectifs des contingents africains atteignent quant à eux 1 750 soldats répartis entre le Mali et le Niger : 200 Togolais, 150 Nigériens, 150 Burkinabés, 85 Béninois, 50 Sénégalais, 550 Nigériens et 550 Tchadiens.



### ► Les Rafale...

Les quatre Rafale (trois Rafale B (biplaces) et un Rafale C venus de Saint-Dizier) sont armés par des équipages de l’EC-1/7 « *Provence* » et de l’EC-2/30 « *Normandie-Niemen* ». Ils ont mis en oeuvre pour la première fois en conditions opérationnelles des bombes *GBU-49* à guidage laser/GPS, dont l’intégration sur Rafale avait été en grande partie une initiative de l’Aéronautique navale (l’intégration de l’arme a été très rapide, celle-ci se raccordant au système d’armes de l’appareil grâce au *WiPAK*, un système de communication sans fil semblable au *WiFi* qui évite d’avoir à câbler l’appareil pour chaque nouveau type d’arme). Des *AASM* à guidage *INS/GPS* ont également été utilisés, ainsi que la nacelle de désignation *Damocles* de Thales.



Nacelle à l’extrême droite...



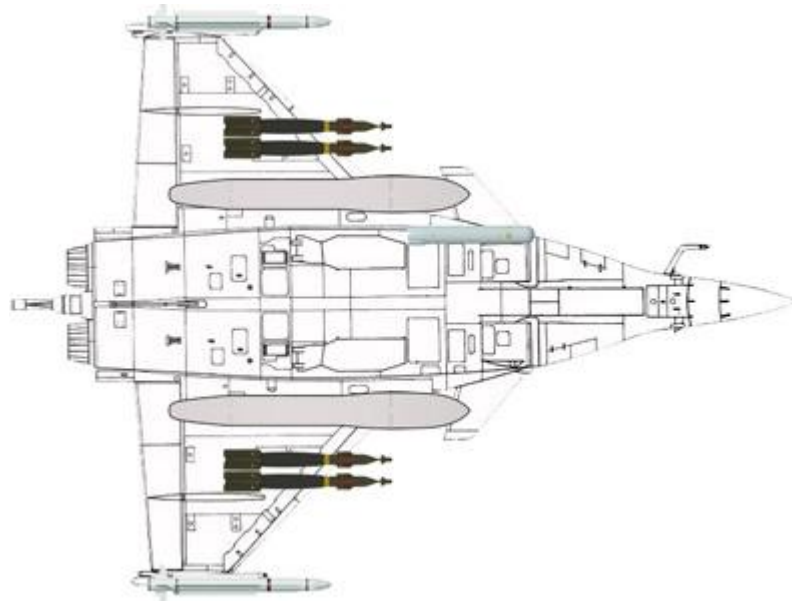
**GBU-49 montées sur un Rafale Marine**

Lors de cet essai, une bombe Paveway II *GBU-49* a été tirée d'un *RAFALE* depuis les installations de test de Biscarrosse au sud-ouest France. Le système d'arme a respecté toutes les exigences lors de son tir et a heurté la cible bien en dessus des exigences.

La bombe Paveway dispose d'un kit qui transforme la bombes en système intelligent de type précision en bi-mode, *GPS / INS* et guidée par laser. En ce qui concerne la *GBU-49*, cet armement hybride laser/*GPS* renforce la capacité d'intervention des avions dans des conditions météorologiques difficiles.

Le seul guidage laser implique, en effet, que le faisceau soit maintenu sur la cible, soit depuis les troupes au sol soit depuis un autre avion, afin de guider la bombe sur son objectif. Or, par mauvais temps, les nuages peuvent provoquer une interruption du faisceau. Si tel est le cas, le guidage par *GPS* prendra le relais grâce aux coordonnées transmises à l'avion. Le guidage laser sera privilégié, ne basculant sur le *GPS* que s'il est inopérant.

La *GBU-49 Enhanced Paveway II* ou *E-Paveway* désigne une *GBU-12 Paveway II* à laquelle a été ajouté un kit *GPS*.



**RAYTHEON**  
**GBU-12 PAVEWAY II &**  
**GBU-49 ENHANCED PAVEWAY II**



Configuration typique d'attaque au sol :

- 4 bombes guidées laser *GBU-12 Paveway II* (2 sous chaque aile),
- 2 missiles air-air *Mica IR* (1 à chaque extrémité d'aile),
- 1 nacelle de désignation laser jour/nuit *Damoclès*,
- 2 bidons largables de 2.000 litres (1 sous chaque aile).



► **Point de situation du 24 janvier (24.01 18h au 26.01 12h)...**

Au cours des dernières 36 heures, les forces engagées dans l'opération « *Serval* » ainsi que plusieurs unités maliennes ont conduit des opérations aéroterrestres qui ont permis de s'emparer de l'aéroport et du pont de Gao et de détruire plusieurs groupes terroristes.

Au cours d'une manœuvre aéroterrestre conduite par les forces spéciales et appuyées par les forces aériennes, la zone de l'aéroport de Gao ainsi que le pont sur le Niger ont été saisis cette nuit. Plusieurs éléments terroristes qui avaient pris à partie nos forces ont été détruits au cours de cette opération. Actuellement, le dispositif sur la zone de Gao se renforce avec notamment l'engagement de 350 militaires maliens et d'une unité du *GTIA 21<sup>ème</sup> RIMa* par voie terrestre ainsi que par l'aéroportage de plusieurs véhicules. Après projection par avion de transport tactique, des unités tchadiennes et nigériennes doivent très prochainement rejoindre la zone de Gao.

Sur le fuseau ouest, les dernières 36 heures ont permis à un détachement constitué du *GTIA 21<sup>ème</sup> RIMa* et d'unités maliennes, appuyé par le groupement aéromobile (*GAM*) de conduire une reconnaissance offensive de nuit de Diabali vers Léré, où plusieurs éléments terroristes étaient encore signalés il y a quelques jours. La progression est rendue difficile par l'état des pistes. Jusque là, le détachement engagé dans cette reconnaissance n'a pas rencontré de résistance.

Ces opérations aéroterrestres ont été précédées par une importante phase de frappes aériennes sur des objectifs autour de Gao et Tombouctou. Près d'une trentaine de bombes ont été larguées par les chasseurs sur des cibles terroristes au cours des deux nuits précédentes. Au total, ce sont près de 30 sorties aériennes qui ont été effectuées au cours des dernières 36 heures. Deux Rafale supplémentaires ont été déployés le 25 au profit de l'opération « *Serval* » et immédiatement engagés pour ces frappes. Actuellement, ce sont 14 chasseurs qui sont engagés dans les opérations aériennes.

Simultanément, la force poursuit son renforcement logistique et atteint désormais l'effectif de 2 500 hommes engagés sur le sol malien. Une seconde antenne chirurgicale a été déployée sur Sévaré tandis que le *GAM* a terminé sa montée en puissance. Sur les dernières 36 heures, une dizaine de gros porteurs ont permis l'acheminement de fret et de matériel au profit de l'opération « *Serval* ». Enfin, les contingents africains, de la *MISMA* et tchadien, atteignent désormais un effectif de plus de 1 900 hommes.

► **Point de situation du 27 janvier (du 26.01 12h au 27.01 18h)...**

Poursuite des opérations conduites dans la profondeur du dispositif ennemi. Renforcement du dispositif français sur l'aéroport de Gao. Appui de la reprise du contrôle de Gao par les autorités maliennes. Reconnaissance offensive en direction de Tombouctou et poursuite du déploiement logistique sur Bamako.

Les opérations conduites dans la profondeur du dispositif ennemi se poursuivent avec notamment le renforcement de la position de Gao, en particulier par un escadron blindé du *GTIA 21<sup>ème</sup> RIMa*, par les forces armées maliennes et par plusieurs unités africaines (Niger, Tchad). Actuellement, les forces armées maliennes ont pris pied dans Gao. Le maire de la ville, qui avait été contraint de la quitter lors de l'arrivée des terroristes en mars 2012, a également pu rentrer dans Gao. Lors de la prise de l'aéroport et du pont sur le Niger, plusieurs groupes terroristes ont été détruits ou chassés vers le nord.

Sur la partie ouest du dispositif, le détachement constitué du *GTIA 21<sup>ème</sup> RIMa* et d'unités maliennes poursuit sa progression en direction de Tombouctou après 48h de reconnaissance offensive depuis Léré. Les opérations aériennes menées depuis hier apportent un appui direct aux opérations dans Gao et sur l'axe ouest. Près d'une vingtaine de sorties aériennes ont été réalisées ces dernières 36 heures dans les régions de Tombouctou et Gao.

A Bamako, sur les dernières 36 heures, une quinzaine de gros porteurs ont délivré matériels et véhicules pour l'opération « *Serval* », permettant notamment à la composante logistique de monter en puissance et de consolider ainsi le dispositif d'approvisionnement sur le théâtre. Les effectifs engagés sur le sol malien atteignent désormais 2 900 hommes tandis que les contingents africains de la *MISMA* et du Tchad totalisent plus de 2 700 militaires.

### ► L'opération française au Mali a déjà coûté 30 millions d'euros...

Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense, a estimé, mercredi 23 janvier, à environ « 30 millions d'euros » le coût de l'opération militaire française au Mali, douze jours après le début de l'engagement français. « *On peut considérer que l'opération la plus coûteuse pour nous jusqu'à présent a été l'opération logistique, le transport...* », a-t-il déclaré lors de l'émission « *Politiques* », de France24-L'Express-RFI.

« *Lors de l'examen du budget de la défense, annuellement, il y a une somme qui est affectée à ce qu'on appelle les « opex » (les opérations extérieures), d'un montant de 630 millions, qui sont à disposition du ministre de la défense, du ministre des finances, lorsque des opérations sont menées. Donc nous ne sommes pas en situation de difficultés de trésorerie* », a souligné le ministre.

« *Nous n'avons jamais imaginé une opération éclair. Tout ce que nous souhaitons c'est mettre en place les conditions pour que la MISMA [Mission internationale de soutien au Mali] puisse remplir la mission qui lui a été confiée par les Nations unies* », a aussi déclaré le ministre de la défense. Le premier ministre, Jean-Marc Ayrault, a quant à lui affirmé, mercredi devant l'Assemblée nationale, que la France allait « *poursuivre son engagement, mais n'a pas vocation à rester au Nord-Mali* », soulignant, lui aussi, que Paris comptait sur la force ouest-africaine pour « *prendre le relais* » de son action.

Alors que certaines interrogations ont commencé à poindre sur un isolement de la France – engagée seule depuis le 11 janvier au côté de l'armée malienne pour stopper l'offensive de groupes islamistes armés et reconquérir le nord du Mali –, le chef de la diplomatie française, Laurent Fabius, a déclaré mercredi que tous les soutiens internationaux supplémentaires à la guerre au Mali seraient « *les bienvenus* ». Le ministre a énuméré les participations logistiques des principaux pays européens – Grande-Bretagne, Allemagne, Belgique, Danemark, Espagne, Italie –, mais aucun pays occidental ne s'est engagé à participer sur le terrain.

La France a déjà 2 150 soldats sur le terrain et le nombre de militaires mobilisés pour l'opération « *Serval* » pourrait atteindre, voire dépasser, les 3 000 hommes. Les effectifs de la *MISMA*, fixés à 3 300 hommes par la résolution 2085 du Conseil de sécurité, pourraient quant à eux doubler, selon l'ambassadeur de Côte d'Ivoire aux Nations unies, Youssoufou Bamba.

« *Les capacités des groupes armés occupant le nord du Mali se sont révélées fortes, car ils étaient mieux équipés et entraînés que ce qui avait été anticipé*, a relevé le secrétaire général adjoint pour les affaires politiques, Jeffrey Feltman. *Il existe un consensus parmi les acteurs principaux réunis à Bamako selon lequel le niveau de la force de la MISMA (...) doit être revu à la hausse* ».

Selon Youssoufou Bamba, dont le pays préside actuellement la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (*CEDEAO*), les pays membres de la *CEDEAO* mais aussi le Tchad, l'Afrique du Sud, le Rwanda, le Burundi ou la Tanzanie se sont engagés à contribuer en effectifs ou matériel au déploiement de cette force africaine.

## PREMIERS MOUVEMENTS D'UNITÉS AFRICAINES VERS LE CENTRE

Des unités africaines de la *MISMA* « *ont commencé* » à faire mouvement vers le centre du pays, a annoncé Laurent Fabius mercredi. « *Il y a déjà des forces qui sont arrivées à Bamako. Un certain nombre de forces ont déjà commencé à monter vers des villes intermédiaires (Centre). Donc la MISMA s'installe beaucoup plus vite que prévu* », a-t-il déclaré à l'Assemblée nationale.

La veille, la France s'est attaquée directement à Al-Qaida au Maghreb islamique (*AQMI*), le plus important des trois groupes islamistes armés qui occupent le nord du Mali, en bombardant plusieurs cibles, dont « *un centre de commandement des terroristes* » près de Tombouctou. Le palais que Kadhafi s'était fait construire à Tombouctou, utilisé par les islamistes, a été détruit par ces bombardements, selon des habitants et une source de sécurité malienne. Par ailleurs, Français et Maliens s'attelaient mercredi à déminer et à évacuer armes et munitions abandonnées par les islamistes dans les villes récemment reprises.



Soldat français en position...





Soldats français en intervention

### ► Les enfants soldats en première ligne de la guerre au Mali...

Dans la guerre que livrent au nord du Mali les forces française et malienne, le sort de centaines d'enfants soldats recrutés par les combattants islamistes inquiète les organisations de défense des droits de l'homme. Parfois placés en première ligne des combats, ils pourraient être nombreux à avoir été blessés ou tués lors des affrontements en cours. Au regard du Statut de Rome, qui a établi la Cour pénale internationale (CPI), le recrutement d'enfants de moins de 15 ans par les forces armées gouvernementales et non gouvernementales constitue un crime de guerre.

*« Ansar Dine, le Mujao et Al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI) ont recruté, entraîné et utilisé plusieurs centaines d'enfants au sein de leurs forces depuis le début de l'occupation du nord du Mali »* entre fin mars et début avril 2012, affirme l'organisation Human Rights Watch (HRW). Salvatore Saguès, chercheur sur l'Afrique de l'Ouest pour Amnesty International, dit avoir rencontré en septembre *« des enfants de 16-17 ans, embrigadés par les milices progouvernementales. Or, en cas d'opération généralisée, le recours aux milices pourrait se généraliser également »*.

Selon HRW, ces enfants sont en majorité originaires du Mali et du Niger. Ils sont souvent recrutés dans les petits villages et hameaux, en particulier ceux dont les habitants pratiquent depuis longtemps le wahhabisme, une forme très conservatrice de l'islam. *« C'est une population assez fragile que l'on peut séduire avec quelques petits biens et que l'on peut facilement endoctriner »*, précise Salvatore Saguès de Amnesty International. A HRW, un témoin a raconté avoir vu lors de sa visite de six petits camps d'entraînement dans la région de Gao, en décembre, plusieurs dizaines d'enfants formés au maniement des armes à feu et suivant un entraînement physique.



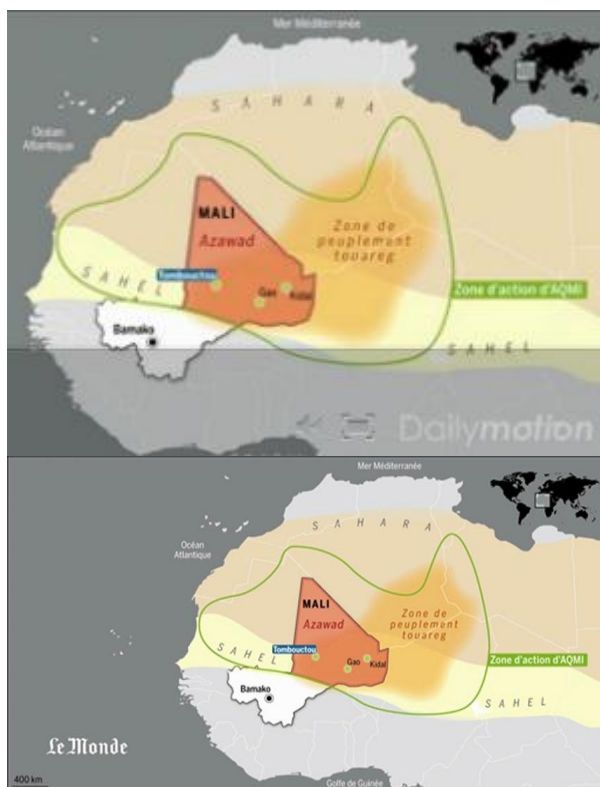
Le wahhabisme est un mouvement politico-religieux saoudien, fondé par Mohammed ben Abdelwahhab. Selon lui, l'islam devrait être ramené à sa forme originelle qu'il définit selon son interprétation du Coran et des hadiths. La doctrine ainsi définie diffère des autres doctrines de l'islam, très largement majoritaires. Parfois perçue comme une secte, cette doctrine est régulièrement présentée comme un mouvement ultra-orthodoxe et extrémiste. Cette doctrine se définit comme étant salafiste, mais les autres courants la rejettent. Bien qu'étant très largement minoritaires, les wahhabites rejettent tous les autres courants de l'islam qu'ils considèrent comme hérétiques. Cette doctrine rejette toute interprétation du Coran et de la sunna qui diffère de celle du sens littéraliste y compris les versets qui entrent en contradiction avec la raison ou la science. Les wahhabites interdisent également l'invocation des saints ou du prophète Mouhammad au travers d'une intercession.

Parmi les pratiques que le wahhabisme souhaite interdire, il y a le tawassoul, qui consiste à demander l'intercession d'un prophète ou d'un saint pour se rapprocher davantage de Dieu. Cette pratique, reconnue par toutes les écoles musulmanes, à l'exception de l'école salafite, est considérée comme étant non conforme à la tradition islamique par les wahhabites. De ce fait, le wahhabisme prône la destruction de tout lieu historique, même islamique.

Les destructions de sites historiques et archéologiques se comptent désormais par centaines, principalement en Arabie saoudite (régime wahhabite) avec une extension dans le monde musulman :



## ► Le conflit au Mali décrypté en 5mn...



<http://www.rue89.com/zapnet/2013/01/18/le-conflit-au-mali-decrypte-en-cinq-minutes-238761>

## ► Les incidences du plan « Vigipirate rouge renforcé »...

S'il reste au **niveau rouge**, deuxième niveau le plus élevé, le plan prévoit le **renforcement** des dispositifs de surveillance et de la protection des lieux sensibles, notamment les gares, le métro et les lieux de culte.

La vigilance de tous est nécessaire. Rappelons qu'en mai 2010 à New-York, un drame a été évité grâce à la vigilance d'un vendeur ambulant de t-shirts qui avait signalé à la police la présence d'un véhicule suspect sur Times Square. Elaboré pour **prévenir les risques d'attentat**, le plan permet de gérer différentes situations pouvant porter atteinte à la sécurité des personnes sur le territoire national. Des éléments des trois armées y participent en permanence, en accompagnement des forces de gendarmerie et de police, afin de protéger la population et de réagir rapidement en cas d'acte terroriste.

Il est composé de 4 niveaux d'alerte :

- **Jaune** : accentuer la vigilance, face à des risques réels mais encore imprécis, par des mesures locales avec le minimum de perturbations dans l'activité normale, et se mettre en état de passer aux postures des niveaux orange et rouge dans un délai de quelques jours.
- **Orange** : prévenir le risque d'une action terroriste considérée comme plausible, fût-ce au prix de contraintes et de perturbations modérées dans l'activité normale, et se mettre en état de passer aux postures des niveaux rouge et écarlate dans un délai rapide, selon la nature des moyens.

- **Rouge** : prendre les mesures nécessaires pour prévenir le risque avéré d'un ou de plusieurs attentats graves, comprenant certaines mesures de protection des institutions, et mettre en place les moyens de secours et de riposte appropriés, en acceptant les contraintes imposées à l'activité sociale et économique (niveau en vigueur en France depuis les attentats de Londres, il y a 5 ans).
- **Ecarlate** : prévenir le risque d'attentats majeurs, simultanés ou non, pouvant utiliser des modes opératoires différents et provoquer des effets dévastateurs, et mettre en place les moyens de secours et de riposte appropriés ; des mesures particulièrement contraignantes peuvent être mises en oeuvre, comme : la multiplication des contrôles aux accès des trains grandes lignes, des restrictions de circulation notamment dans les tunnels, l'interruption du trafic aérien civil, ou encore l'arrêt de distribution d'eau du robinet et la mise en place d'un réseau de substitution.

Pour l'heure, le **plan rouge renforcé**, rappelle à tous les hauts fonctionnaires et les responsables de lieux publics (dont les gares, les aéroports, les métros, les enceintes religieuses, culturelles, touristiques, les lieux de congrès, complexes sportifs, etc.), d'administrations et d'établissements scolaires, qu'ils doivent prendre des mesures permettant une surveillance accrue de leur bâtiments et des personnes. Les grands établissements privés sont invités à prendre des mesures similaires.

Dans les grands magasins, les lieux touristiques très fréquentés, les écoles, les enceintes administratives, les entrées sont susceptibles d'être filtrées et les sacs fouillés plus systématiquement. Dans les bus, trains, gares et aéroports, la fréquence des messages de mise en garde est augmentée tandis que toutes les consignes à bagages vont être inspectées. Les passagers sont invités à signaler aux autorités toute personne ou colis/bagage suspect.

A l'approche des bâtiments pouvant accueillir de nombreuses personnes, il est interdit de stationner à proximité immédiate des issues, mais également sur les trottoirs lorsque celui-ci entraîne une gêne à l'écoulement du flux des piétons. Tout stationnement non conforme est susceptible d'entraîner non seulement une verbalisation mais aussi, dans le contexte actuel, une mise en fourrière voir l'intervention des artificiers du laboratoire central de la préfecture de police avec toutes ses conséquences matérielles.

Rappelons que le plan « *Vigipirate* » constitue un pivot autour duquel les plans d'intervention et de secours spécifiques (comme le plan « *Biotox* », lequel définit les principes de la lutte contre le risque biologique, les moyens d'analyse et de détection des attaques contre l'air ou l'eau, la décontamination, la mobilisation des laboratoires pour produire les antidotes) peuvent être mis en place au besoin.



